

Capitalisme mondial : au bord du gouffre

Nous sommes plongés dans ce que le monde qualifie de pire crise économique depuis la grande dépression.

L'application pendant des décennies des principes de l'économie de l'offre, de l'économie de libre marché, ou du néolibéralisme – peu importe le vocable – nous a finalement conduit dans le mur.

Nous avons été tous poussés au bord du gouffre par la déréglementation massive, la mondialisation, l'idée que le marché s'autorégulera, et les agissements de la Banque mondiale et le Fonds monétaire international imposant un capitalisme sauvage auprès des pays en voie de développement tout en semant le chaos dans les pays développés.

Selon le CTC : « Des événements dramatiques récents ont fait apparaître au grand jour certains problèmes chroniques qui affligent depuis longtemps notre système économique mondial et national : un secteur financier surdéveloppé qui a nourri une spéculation rampante au détriment des investissements productifs qui auraient pu créer de l'emploi dans l'économie réelle; des rendements aburissants qui ont profité aux cadres dirigeants et aux initiés pendant que les salaires et les revenus des familles travailleuses stagnaient; une dette ménagère en hausse qui a pris le pas sur un partage équitable des gains de productivité avec les travailleuses et travailleurs; la confiance démesurée qui a été investie dans les exportations de ressources brutes; la crise profonde qui a sévi dans les secteurs manufacturier et forestier; et les énormes déséquilibres financiers mondiaux que l'on doit à des échanges commerciaux déséquilibrés et inéquitables. »



Des dinosaures et des socialistes

Pour presque tout le monde presque partout, les mots socialisme et social-démocratie avaient une connotation favorable au 20^e siècle.

Les États-Unis sont un cas à part; la moindre référence au socialisme ou à la social-démocratie était objet de mépris. Nous, au Canada, avons été capables de résister à cette démagogie au moins jusqu'à la chute de l'empire soviétique et de la montée débridée du « libre marché ».

Le libre marché, nous disait-on, agit comme par magie et assure prospérité et progrès. L'idéologie de gauche devenait anachronique. Ceux d'entre nous qui se définissaient encore comme des socialistes ou

sociaux-démocrates étaient qualifiés de dinosaures. La gauche commença même à reprendre ces arguments selon lesquels la nationalisation, les investissements publics massifs et la stricte réglementation n'étaient plus des alternatives viables. Le socialisme était devenu un concept désavoué.

Obama s'est mérité, aux dernières élections américaines, l'odieux épithète de socialiste parce qu'il avait simplement suggéré une distribution plus équitable de la richesse et de ne pas réduire les impôts des riches. Pourtant, à peine le système était-il menacé de s'écrouler, que les gouvernements, menés par l'administration Bush, commencèrent à dégager des sommes astronomiques d'argent pour réaliser ces mêmes choses qui, il y a quelques semaines à peine, auraient été inconcevables par tous. Comme l'affirme le CTC :

« Même les chefs de gouvernements des pays les plus industrialisés s'entendent pour dire que l'ère du capitalisme mondial « néolibéral » et déréglementé est terminée. La crise financière n'a pas seulement discrédité une idéologie; elle a réaffirmé de façon non équivoque le rôle que les gouvernements sont appelés à jouer dans le maintien de la stabilité financière du système. Ce qui reste à voir, à l'issue des rencontres internationales d'urgence, c'est jusqu'où ira la reréglementation du secteur des finances et quelle ampleur prendra la nécessaire réaffirmation du rôle des gouvernements. »

Alan Greenspan, le patron de la réserve fédérale des États-Unis entre 1987 et 2006, déclarait en 1963 l'idée que les gens d'affaires « tenteraient de vendre de la nourriture impropre à la consommation ou des drogues, des titres frauduleux et des édifices de piètre qualité » relevait du mythe. En 2008, devant un comité du Congrès américain, il ravalait ses paroles : « Ceux d'entre nous qui ont veillé aux intérêts des institutions de crédits pour protéger le capital des actionnaires, moi y compris, sommes sous le choc... » Ce paradigme (le libre marché) moderne a dominé durant des décennies. L'ensemble de cet édifice intellectuel par contre s'effondrait au cours de l'été dernier.

Moody's, qui n'est pas un ami de la gauche, a publié d'intéressantes statistiques. Par exemple, l'impact mesuré sur le PIB par chaque dollar dépensé en réductions d'impôts se chiffre entre 27 et 48 cents seulement alors que l'impact sur le PIB par l'élargissement des prestations d'assurance-emploi se mesure à 1,64 \$ pour chaque dollar dépensé et l'investissement public à 1,59 \$.



Simon Berlin
Directeur adjoint, SEPB-Québec

Impact économique de mesures fiscales

Impact économique de mesures fiscales	
Impact sur le PIB au bout d'un an de toute réduction d'impôt fédéral ou de toute augmentation dans les investissements	
Amélioration des prestations d'assurance-emploi	1,64 \$
Augmentation des investissements en infrastructure	1,59 \$
Dépenses de programmes sociaux	1,36 \$
Baisse d'impôts sur le revenu des particuliers	1,03 \$
Baisse d'impôts sur les gains de capitaux et les dividendes	0,37 \$
Baisse d'impôts sur le revenu des sociétés	0,30 \$
Dépréciation accélérée des investissements	0,27 \$

Source : Moody's Economy.com

Faudrait-il faire confiance aux économistes pour sauver nos emplois ?

Jim Stanford, l'économiste des TCA, a répondu à cette question dans son livre « Economics for Everyone » (L'économie pour tous). Il estime que :

« La plupart des économistes professionnels font appel à une terminologie technique compliquée – habituellement complètement inutile – pour vendre leur salade. Ils prétendent savoir ce qui est bien pour les gens, ils le savent mieux que les gens eux-mêmes. Ils prennent plaisir à étayer des théories qui sont contre-intuitives et qui laissent ébahis la plupart d'entre nous... » (notre traduction)

« Et puisqu'ils étudient des choses se mesurant en milliards et même en trillions de dollars, leur sentiment d'importance enfle – à leurs propres yeux et à ceux des autres. C'est pourquoi on invite les économistes tous les soirs à la télé. » (notre traduction)

« Mais le pire, c'est que l'arrogance des économistes n'est pas sans valeur. À l'extérieur du monde académique, la vaste majorité des économistes professionnels travaillent pour des organisations ayant un particulier et profond intérêt à maintenir le statu quo : les banques, les compagnies de courtage, les associations industrielles et les gouvernements. » (notre traduction)

« L'économie est trop importante pour la laisser aux économistes. » (notre traduction)

Une vue d'ensemble obscurcie

Les exemples ne manquent pas pour illustrer comment le système du libre marché adopte des stratégies à court terme sans approches globales à long terme qui aillent dans notre intérêt.

Ça me rappelle la publicité achetée par nos compagnies d'électricité qui font la promotion d'un monde plus vert. Comment ? En nous encourageant (souvent avec des rabais et des promotions) à acheter des ampoules énergétiques plutôt que des ampoules conventionnelles.

Par contre, ce qui est gardé sous silence, c'est que ces nouvelles ampoules sont toutes produites en Chine, dans des usines qui ont peu ou aucune mesure de protection de l'environnement, où les lois du travail et des conditions de travail décentes sont inexistantes et où le contrôle de la qualité est un vague concept.

Les ampoules conventionnelles qui étaient auparavant produites dans des usines canadiennes ne le sont plus. Les fermetures d'usine et les pertes d'emploi sont alors inévitables. C'est ainsi donc que, grâce aux incitatifs, nous utilisons des produits qui contiennent probablement des peintures au plomb et d'autres produits nocifs pour l'environnement et nous nous félicitons pour avoir contribué à protéger l'environnement; le résultat à long terme est exactement le contraire.



La déréglementation, la mondialisation et la destruction de notre base manufacturière avec la reddition massive de nos emplois nous privent d'un marché aux règles communes de concurrence, et on nous a persuadés que n'étions plus à la hauteur.

Quand j'étais jeune, mes parents travaillaient dans l'industrie du vêtement au Québec. Ils étaient syndiqués dans le plus important secteur économique et ont mené les batailles pour obtenir des salaires et des conditions de travail décentes. Ces syndicats ont mis de l'avant des politiques comme « Toujours recherchez l'étiquette syndicale » et « Achetez canadien ». L'industrie du vêtement a pour ainsi dire pratiquement disparu au Canada, et nous voyons aujourd'hui le même phénomène se reproduire dans d'autres industries clés canadiennes. Il y a 20 ans, le SEPB avait environ 3 000 membres dans le secteur du papier au Québec. Aujourd'hui, il en reste à peine 200. Les dernières victimes sont les 18 membres de la section locale 447 qui ont appris le 17 octobre dernier que leur usine (Smurfit Stone Pontiac) fermait ses portes le 31 octobre!

Dans nos bureaux au Québec, nous ne trouvons plus de tablettes d'écriture format légal qui soient faites au Canada. Elles proviennent de Chine ou d'Inde! Nous nous rappelons tous de l'embarras de nos athlètes aux Jeux Olympiques qui portaient des uniformes fabriqués en Chine, et du magasin La Baie – le fournisseur officiel des vêtements olympiques, qui vendait ces produits aux Canadiens.

J'utilise ces exemples pour poser une simple question :

Au lieu de préparer des plans de sauvetage d'urgence et d'investir des fonds publics sans obligation vis-à-vis la collectivité ou le maintien des emplois, ne pourrions-nous pas avoir des politiques gouvernementales « d'achat syndical » et « d'achat canadien », et même des politiques d'acquisition de compagnies favorisant une économie durable et de bons emplois ?

Il y a des solutions pour protéger les emplois et travailler pour un monde meilleur

Le CTC a appelé à une réponse internationale coordonnée et à une rerégulation financière pour répondre à la crise actuelle. Il déclarait à cet effet que : « Pour éviter les crises financières futures, il faudra impérativement un renforcement de la réglementation gouvernementale sur les banques et les autres institutions financières; il faudra également élargir cette réglementation gouvernementale. Les appels à l'autorégulation doivent être rejetés. Il faudra créer une structure internationale, car une rerégulation à l'échelle nationale serait rapidement minée par le déplacement des capitaux vers des endroits moins coûteux. Les gouvernements devraient être encouragés à restreindre ou à interdire les fuites de capitaux vers des endroits qui refuseront de se conformer à la nouvelle série de règles »...

Le CTC ajoute que : « En plus des examens du Bureau de la concurrence, toutes les grandes fusions et acquisitions d'entreprises, y compris les rachats par effet de levier et les achats de souscriptions privées, devraient être conditionnelles à une approbation gouvernementale précédée d'un examen d'intérêt public quant à l'impact d'une telle transaction sur l'investissement réel et sur l'emploi. »

Il est encore plus important que ceci s'applique aux compagnies, comme dans l'industrie forestière, qui ont accepté des subventions gouvernementales et fait d'énormes profits quand l'économie allait bien et qui gagnaient en raison d'un taux de change artificiellement bas, mais qui, une fois les conditions économiques détériorées ou voyant un potentiel de profits encore plus élevé ailleurs, ont eu le droit sans restrictions ni conséquences de délocaliser les emplois et même l'équipement vers des économies émergentes où les salaires sont bas.

Le CTC favorise également l'investissement public :

« Il faut que le fédéral et les provinces maintiennent les programmes, les services et les emplois publics existants. Ce serait de la folie d'emprunter la voie de Herbert Hoover et de sabrer les dépenses alors même que nous plongeons dans une dépression. L'augmentation des dépenses publiques a un potentiel de création d'emplois qui est bien supérieur aux réductions d'impôt, car la plupart des

formes d'investissements publics font appel à un fort coefficient de main-d'oeuvre et sollicitent des intrants canadiens par opposition à des intrants importés. »

« Les gouvernements devraient d'urgence donner un coup de pouce fiscal immédiat à l'économie. Un tel programme principalement destiné aux projets d'efficacité énergétique, d'énergie renouvelable, notamment au niveau de la rénovation des bâtiments et des transports en commun, permettrait de créer au moins 200 000 emplois. »

« Il faut se pencher en priorité sur les projets d'infrastructures publiques et de logements à prix abordable qui permettraient de compenser le ralentissement dans l'industrie de la construction et qui pourraient être mis en œuvre rapidement. »

« Avec un surplus accumulé de plus de 50 milliards de dollars dans la caisse d'a-e, il faut que le gouvernement fédéral maintienne et augmente les prestations, mais aussi qu'il élargisse les dépenses payées par la caisse d'a-e pour financer les programmes d'adaptation de la main-d'oeuvre et de formation. »

« Les pensions publiques sont la base fondamentale de la sécurité du revenu à la retraite. Il faut augmenter dès maintenant les prestations de la Sécurité de la vieillesse. »

Le CTC conclut ainsi :

« La crise tire ses racines non seulement dans les excès du secteur de la finance, mais aussi dans le déséquilibre fondamental de pouvoir entre le salariat et le patronat qui, au Canada et à travers le monde, est alimenté par des lois restrictives. »

« Nous devons veiller à ce que la croissance soit le résultat de gains qui sont attribuables à des investissements réels et à une amélioration de la productivité et à ce qu'elle se traduise par une amélioration de la qualité de vie de la classe ouvrière.

Quand les gens gagnent un salaire décent, tous les volets de l'économie se portent bien. Comme le constat a pu être fait dans les années 1930, cet objectif s'atteindra non seulement en multipliant les interventions gouvernementales dans l'économie, mais aussi en renforçant les syndicats et en augmentant le pouvoir de négociation de la main-d'oeuvre. Il faut que les gouvernements facilitent la syndicalisation en acceptant l'accréditation sur vérification des

adhésions, en permettant l'arbitrage de première convention collective et en adoptant des lois anti-briseurs de grève. »

Il existe des solutions à la crise. Ce qui fait défaut, c'est la volonté politique pour les mettre en application.

Sources : CTC, Canadian Centre for Policy Alternatives, com-mondreams.com, Znet, Moody's Economy.com

Ne pourrions nous pas
avoir des politiques
gouvernementales
«d'achat syndical»
et «d'achat canadien» ?

